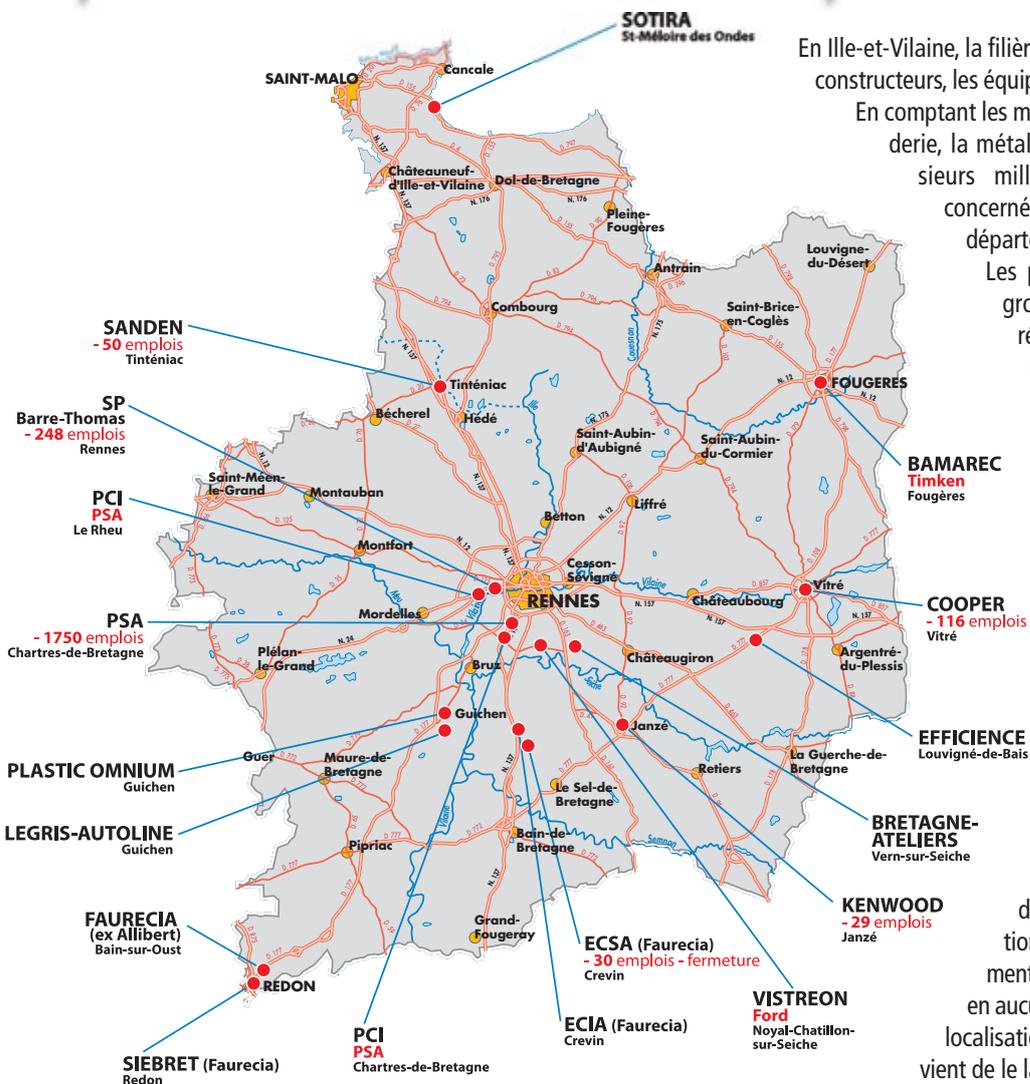


Produire et concevoir des automobiles en France et en Europe c'est possible !



il faut soutenir et développer la filière automobile!



En Ille-et-Vilaine, la filière automobile représente 25 000 emplois chez les constructeurs, les équipementiers et les fournisseurs sur plus de 18 sites.

En comptant les multiples sous traitants dans les secteurs de la fonderie, la métallurgie, l'électronique, la plasturgie, ce sont plusieurs milliers d'emplois supplémentaires directement concernés par l'avenir de la filière automobile dans notre département.

Les politiques menées par l'état, les stratégies du groupe PSA, de délocalisations, de bas salaires, de réductions d'emplois ont provoqué une grave crise. C'est au contraire, en augmentant les salaires et le pouvoir d'achat, en stoppant les licenciements, en arrêtant de recourir abusivement au chômage partiel, en donnant de nouveaux droits aux salariés de cette filière que la situation peut s'améliorer.

Aujourd'hui, la direction du Groupe PSA fait payer les conséquences de la crise économique aux salariés de l'ensemble de la filière, chômage partiel, départ des salariés sous contrats intérimaires, suppressions de plusieurs milliers d'emplois. C'est inadmissible ! En 2007, ce groupe affichait plus de 800 millions d'euros de bénéfices net, il n'y a donc aucune raison de supprimer des emplois dans les usines du Groupe.

En 2009, le groupe PSA va toucher 3 milliards d'euros, ces sommes doivent servir à l'augmentation des salaires, la formation et l'aide au développement de la filière toute entière, sous-traitants compris et en aucun cas servir aux suppressions d'emplois et aux délocalisations ou encore à enrichir les actionnaires, comme vient de le laisser entendre le PDG du groupe PSA.

Les 9 orientations déf



1 Ce n'est pas aux salariés de payer la crise !

En 2008, le marché de l'automobile a mieux résisté en France que dans les autres pays européens. En 2007, le groupe PSA affichait des bénéfices nets de 855 €.

En 2008, malgré une chute de ses ventes au 2^e semestre, le groupe affiche une progression de ses ventes de 1%.

Mais son résultat net serait en recul de 335 millions d'€uros..., ce qui voudrait dire que le groupe PSA vendrait ses véhicules à perte...

Au-delà d'une interprétation des chiffres, c'est aux salariés que le PDG du groupe veut faire payer la note. A commencer par le chômage partiel que l'ensemble des salariés qui dépendent de la filière subissent depuis la fin de

l'année 2008. Cela se traduit par des baisses de salaires allant jusqu'à -600 € par mois.

De plus, ce sont les contribuables qui paient ce dispositif utilisé souvent abusivement alors que dans le même temps, le PDG du groupe prévoit le maintien du versement des dividendes aux actionnaires pour l'année 2009. Il faut en finir avec le pilotage de l'industrie par les actionnaires. Pour permettre l'efficacité d'un véritable plan de relance, il faut mettre à contribution tout le monde. Prendre sur les profits, réduire les intérêts considérables payés aux banques.

Nous proposons qu'il y ait au moins une année sans bonus pour les dirigeants et pas de distribution de dividende aux actionnaires pour 2009. Les salariés de l'automobile souffrent depuis plusieurs mois, nous proposons que l'intégralité des bénéfices dégagés en 2008 et 2009 soit consacrée pour moitié en compensation des pertes de salaires subies par les salariés et que l'autre moitié soit consacrée à la recherche et au développement.

2 Mettre l'emploi et les salariés sous protection

Dans les entreprises où des problèmes se posent, comme dans la plupart de celles de notre département concernant la filière automobile :

Nous proposons de convoquer des tables rondes (directions-préfets-élus locaux-représentants syndicaux) dont les propositions devront être examinées prioritairement par les banques et les pouvoirs publics. Nous proposons qu'une loi soit votée au parlement pour rendre hors la loi les entreprises qui continuent de faire des profits et licencient pour délocaliser les productions. Cette loi peut rendre immédiatement illégale la grande majorité des suppressions d'emplois.

3 Relever les salaires, les retraites et les pensions + 150 €uros pour tous, c'est possible immédiatement !

Assez de mépris, il est possible d'augmenter les salaires, les pensions et les retraites.

Les salariés contribuent à la création de richesses, dans notre pays qui est un des plus riches de la planète. Il est inadmissible qu'aujourd'hui encore, une minorité de familles les

plus fortunées s'accaparent plus de 80% des richesses produites dans notre pays.

Augmenter les salaires est le plus sûr moyen de soutenir un plan de relance économique, cela permettra de soutenir la demande et de relancer l'économie.

Nous proposons d'augmenter de 150 € tous les salariés et de convoquer, d'ici le mois de juin, une conférence sur les salaires et le pouvoir d'achat. Il faut aussi baisser la TVA sur les transports et les produits de première nécessité.

4 Les aides publiques doivent soutenir la production, et non la consommation



A partir du moment où l'État, les régions, les départements, les communautés de communes et les communes interviennent dans le financement des entreprises, il faut qu'elles puissent avoir un droit de regard sur l'utilisa-

tion des fonds publics qui sont alloués au titre de la formation et de la recherche-développement.

5 Construire l'avenir de la filière automobile



6 Les rôles de l'Etat et de l'Europe

Il faut en finir avec la loi du marché, de la concurrence libre et non-fauscée !

Comment se fait-il que dans un monde aussi développé, dans un secteur aussi structuré, organisé, nous en soyons arrivés là ? Les problèmes liés à la filière automobile ne datent pas d'hier, pourquoi n'ont-ils pas été mis sur la table déjà depuis plusieurs années ? Ces problèmes ont pris des dimensions européennes.



Évaluées par le Parti Communiste

ent favoriser la recherche et les doivent être contrôlées !

Nous proposons que toutes les aides, y compris celle de 7,8 milliards d'euros du plan de relance soient conditionnées à l'exigence d'aucune suppression d'emplois et qu'elles soient immédiatement mises sous le contrôle des préfets, des citoyens et de leurs élus. Une information officielle et régulière doit être diffusée auprès des citoyens, concernant l'utilisation de ces aides qui proviennent de leurs impôts. De plus, ces aides devront être attribuées selon des critères sociaux se basant sur l'évolution des salaires, des conditions de travail et de sécurité et des plans de formation.

filère automobile en France

Les restructurations en cours menacent la filière automobile française. Le "marché" a bon dos, il dédouane directement les véritables responsables. Au fil des dernières décennies, les groupes se sont mondialisés, au prétexte de localiser des productions auprès de marchés émergents. Ils ont en fait délocalisé les productions vers des pays à bas coûts salariaux et sociaux, tout en limitant nos régions aux modèles de moyenne et haute gamme. Ceux-ci, du fait du manque de pouvoir d'achat, sont aujourd'hui en difficulté. De plus, le souci de l'environnement et du développement durable favorise l'acquisition de petits modèles.

Il faut inverser la tendance. Nous proposons de faire le même chemin et développer en France des gammes de véhicules correspondants aux attentes des consommateurs. L'avenir de la planète, l'écologie, la sécurité, le confort, tout confirme qu'il faut anticiper dès aujourd'hui. Nous proposons de stopper tous les plans de licenciements et mettre en oeuvre les formations et les investissements nécessaires pour permettre l'émergence dans les plus brefs délais, de la voiture de demain.

Europe peuvent être déterminants

Nous proposons que l'Europe apporte une aide à la sauvegarde et au développement des capacités industrielles notamment dans la filière automobile en mettant en place un véritable pacte-anti-crise, permettant l'augmentation des salaires, des droits et des pouvoirs des salariés, tout comme la formation, la recherche technologique pour la sécurité et le développement durable. Elle peut le faire à partir des réalités de chaque pays de l'Union Européenne et en mettant à contribution le secteur bancaire et la banque centrale européenne ainsi que les actionnaires des grands groupes industriels.

7 De nouveaux droits pour les salariés, moins pour les actionnaires

L'importance de l'industrie automobile pour nos territoires, le nombre des salariés, les ressources qu'elle apporte aux collectivités, son impact sur la vie locale, la vie sociale et économique est indispensable, c'est pourquoi celle-ci doit bénéficier d'aides pour son maintien et son développement.

Moins que jamais, l'avenir des entreprises ne doit dépendre des seuls choix des actionnaires. La crise est grave, mais en même temps, il est clair qu'une partie des décideurs dans l'automobile veut faire passer un certain nombre de choses au compte de la crise, de la mutation. On entend parler de remise en cause des 35 heures, de suppression des cotisations patronales et de la taxe professionnelle (TP)...

Les salariés doivent avoir le droit de dire leur mot et de participer aux décisions concernant l'avenir de leur entreprise.



Nous proposons de créer un véritable droit d'expertise assorti d'un droit d'opposition pour les salariés et leurs élus au sein des comités d'entreprises ainsi qu'avec leurs organisations syndicales. Il faut qu'ils puissent participer aux décisions qui les concernent et ne doivent plus être considérés comme une variable d'ajustement pour les actionnaires ou comme des kleenex. Et quand celles-ci s'avèrent dangereuses pour l'emploi et les salaires, ils doivent pouvoir s'y opposer.



Eric Berroche,
Ouvrier à l'usine
de la Barre-Thomas,
Adjoint au Maire de Rennes
et Conseiller régional
s'est adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine

Le Président de la République a annoncé un nouveau plan d'aide à l'industrie automobile. Après les annonces faites au mois de décembre à Douai, il s'agit cette fois de consentir des prêts aux constructeurs et aux sous-traitants français d'un montant de 7,8 milliards assortis d'un certain nombre d'engagements.

En Ille-et-Vilaine, dans un contexte marqué par la persistance de nombreuses journées de chômage et de plans de suppressions d'emplois, nous sommes fondés à obtenir quelques précisions et affirmer quelques exigences. Ainsi, nous souhaitons connaître l'impact de ces annonces sur la confortation de la filière automobile dans notre département.

Il nous intéresse également d'obtenir des décisions immédiates pour le maintien des emplois sur différents sites et des mesures sociales concrètes. Par ailleurs, s'agissant d'argent public, il nous apparaît indispensable que les représentants des collectivités, les responsables syndicaux soient pleinement informés et associés aux réflexions et décisions en cours.

8 Créer des centres de formation pour les salariés de l'automobile

Il faut mettre l'accent sur la formation des salariés, c'est un véritable atout pour l'avenir de la filière, pour concevoir et construire la voiture de demain.

Les salariés de l'automobile ont besoin de formation pour aborder les grandes mutations technologiques dans leur secteur. Travaillant souvent à la pointe des nouvelles technologies et innovations, il faut leur permettre un vrai déroulement de carrière s'appuyant sur leurs compétences acquises et sur un plan de formation leur permettant d'évoluer au sein de leurs entreprises.

Nous proposons de consacrer 1 % des bénéfices dégagés dans la filière automobile pour la mise en place de véritables centres de formation des salariés de l'automobile, en incluant l'ensemble des sous-traitants, pour leur permettre d'accéder à des formations qualifiantes ainsi que des formations pouvant leur permettre de changer de métier. De plus, les périodes de chômage partiel doivent être mises à profit pour permettre la formation des salariés concernés.

La crise, pas pour tout le monde, ça roule bien pour eux!

Alors que plus de la moitié des salariés touche un salaire inférieur à 1600 € et que 20 % de la population vit avec moins de 900 euros par mois, ça continue d'aller bien pour eux !

En 8 ans, les dividendes versés aux actionnaires de Renault sont passés de 180 à plus de 700 Millions d'€uros.

En 2007, les actionnaires de PSA se sont vu attribuer 180 % du bénéfice annoncé.

Carlos Ghosn, le PDG de Renault touche plus de 3.4 millions d'€uros par an soit 9.340 € par jour.

Christian Streiff, PDG de PSA a touché 1.9 Millions d'€uros en 2007 soit 5.796 € par jour.

Les bénéfices de la famille Peugeot se sont élevés à 123 millions d'€uros au premier semestre 2007.

9 Un plan d'épargne automobile

La relance de la consommation passe en premier lieu, par l'augmentation des salaires. Si les mesures pour une fiscalité incitative au titre du Grenelle de l'environnement ont été prises, elles n'ont pas eut de conséquence directe pour la plupart des ménages modestes qui n'ont pas les moyens de renouveler leurs véhicules pourtant indispensables



à leurs déplacements, certains étant obligés de se déplacer au détriment de bonnes conditions de sécurité.

Nous proposons de mettre en place, comme il en existe un pour le logement, un plan d'épargne automobile avec un système de bonification pour les véhicules les moins polluants ou encore ceux qui intègrent les systèmes liés par exemple à la sécurité des personnes.

Nicolas Sarkozy a dit, parlant des 7,8 milliards d'euros pour la filière automobile !

"Je veillerai personnellement à ce que les engagements soient tenus !"
Chiche ! Et comme il ne peut pas être partout, on veut bien l'aider en participant à des commissions pour le contrôle des fonds publics !

Bulletin de contact et/ou de soutien à découper et à remettre à un adhérent du PCF de votre connaissance ou à retourner à :

Fédération du PCF 35 - 30, Rue Louis Hémon 35 200 Rennes
pcf35@wanadoo.fr

Pour une France solidaire, pour s'opposer au projet de société de Nicolas Sarkozy

Je donne mon avis

.....
.....
.....
.....

Je souhaite recevoir des informations

Par courrier Par internet

J'adhère au Parti Communiste Français

Nom/Prénom :

Adresse :

Téléphone :

mail :

Pour aider à financer cette publication :

je verse un chèque de 10 € (je bénéficierai d'une réduction d'impôts de 6,6 €)

je verse un chèque de 20 € (je bénéficierai d'une réduction d'impôts de 13,2 €)

je verse un chèque de 50 € (je bénéficierai d'une réduction d'impôts de 33 €)

je verse un chèque de _____ €
(je bénéficierai d'une réduction d'impôts égale à 66 % de la somme versée)